

Élections de 2027 : un choc de solidarité pour répondre à l'explosion du nombre de personnes sans-domicile.

Depuis plus de 20 ans, **les candidats à l'élection présidentielle font de grandes promesses concernant les personnes sans domicile** : « **Zéro SDF** », « que d'ici à deux ans, plus personne ne soit obligé de dormir sur le trottoir », « apporter un toit à toutes celles et ceux qui sont aujourd'hui sans abri »¹. De Lionel Jospin à Emmanuel Macron, en passant par Nicolas Sarkozy, ces dernières décennies d'annonces se sont soldées par un échec cuisant des politiques publiques en la matière et **un bilan humain catastrophique : plus de 350 000 personnes vivent aujourd'hui sans domicile en France dont environ 126 000 en Île-de-France**².

Près de 10 millions de personnes vivent également sous le seuil de pauvreté dont 1,8 million en Ile-de-France³, la région la plus riche de France. Cette région est également à la fois un lieu d'arrivée et de transit, révélant de manière brutale les fractures sociales et territoriales qui traversent le pays.

Chaque jour, la situation sociale se dégrade et nous rappelle une évidence : aucun parcours de vie n'est à l'abri de la précarité. Face à cette réalité qui prend les contours d'une véritable crise humanitaire, la population devrait pouvoir se prononcer sur des programmes à la hauteur des défis que traverse notre pays.

Pourtant les politiques publiques continuent de se durcir et d'exclure : lois qui fragilisent davantage les plus vulnérables, dispositifs qui criminalisent, services publics et secteur associatif aux abois avec des moyens toujours plus réduits face à des sollicitations qui explosent. Les décisions prises jusqu'à présent n'ont fait que creuser les inégalités, fabriquer quotidiennement de la précarité et du sans-abrisme, et porter atteinte aux droits fondamentaux.

Parallèlement, les idées d'extrême droite sont omniprésentes dans l'espace public. Elles prospèrent en instrumentalisant sans relâche les populations les plus marginalisées ainsi que les enjeux d'exil et de migration, réduisant des trajectoires humaines individuelles à des arguments identitaires et électoralistes.

Bien au-delà des effets d'annonce, **notre pays a besoin d'un véritable choc de solidarité face au nombre de personnes sans-domicile et à la précarité généralisée.**

Comment accepter que dans la 7^e économie mondiale, la grande précarité et l'exclusion sociale puissent atteindre un tel niveau ? **Comment se résoudre à voir des centaines de milliers de personnes mourir à petit feu dans l'espace public ou dans des habitats insalubres alors que des millions de logements sont vides ? Comment prétendre vouloir**

¹ [urlr.me/gsHr2t](https://www.urlr.me/gsHr2t)

² [Rapport sur l'Etat du mal logement en France 2026](#)

³ <https://www.insee.fr/fr/statistiques/5896436>

gouverner un pays sans avoir de propositions fortes permettant à chaque personne de pouvoir vivre dignement ?

L'élection présidentielle de 2027 puis vraisemblablement les élections législatives qui vont suivre seront déterminantes pour l'avenir de notre pays. Elles doivent permettre d'ouvrir un nouvel horizon, en portant haut les valeurs de solidarité, de dignité, en protégeant les droits fondamentaux et en mettant en place de véritables politiques sociales.

Il est possible d'agir en mettant en place une politique nationale de lutte contre la précarité réellement volontariste, fondée sur l'inconditionnalité, qui garantisse à toute personne en situation de marginalisation l'accès à un logement, à des droits, à des soins, à l'emploi, à un accompagnement social et juridique, ainsi qu'à une alimentation saine, durable et choisie. Il est question ici de volonté et de courage politique.

Le choc de solidarité est un projet politique concret et réalisable que tous les partis politiques attachés au fondement même de la République devraient porter pour prendre en compte les besoins spécifiques des publics les plus invisibilisés, tout en assumant pleinement les principes d'humanité et d'universalité inscrits dans notre Constitution : "La nation (...) garantit à tous, (...) la protection de la santé, la sécurité matérielle, le repos et les loisirs. Tout être humain (...) a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence."⁴

Il s'agit **d'abord de répondre à l'urgence humanitaire qui traverse le pays en activant des leviers immédiatement mobilisables** : réquisition des bâtiments vacants, régularisation des personnes sans-papiers et soutien renforcé au secteur associatif. Il faut ensuite **consolider les services publics et replacer la solidarité au centre des stratégies ministérielles**. Enfin, de **nouvelles lois** doivent garantir l'inconditionnalité de l'action publique, instaurer de nouveaux droits inclusifs, rompre avec les approches exclusivement répressives et mettre fin aux zones d'exclusion où les dispositifs actuels relèguent les populations les plus précarisées.

Adopter un grand plan d'action politique de lutte contre la précarité résolument solidaire, tourné vers le vivre-ensemble et pensé dans une logique de santé publique, c'est s'inscrire dans l'esprit politique de l'après-guerre, l'héritage du Conseil National de la Résistance et de la Convention de Genève. C'est la meilleure réponse possible pour faire reculer les valeurs de l'extrême droite et apporter une réponse concrète et tangible à l'urgence sociale que nous traversons.

Alors trêve de promesses et au travail : la France a urgemment besoin d'un choc de solidarité et devrait être un pays avec des toits pour vivre, pas des trottoirs pour mourir.

Liste des signataires

⁴ https://www.legifrance.gouv.fr/loda/article_lc/LEGIARTI000006527445